

Par [Véronique Heurtematte](#), le 26.01.2018 (mis à jour le 26.01.2018 à 10h08)



**Présidente de l'International Federation of Library Associations and Institutions (Ifla) depuis août dernier, l'Espagnole Gloria Pérez Salmerón milite pour renforcer la visibilité des bibliothèques et convaincre les politiques qu'elles sont des outils incontournables face aux grandes mutations de nos sociétés.**

Gloria Pérez Salmerón, présidente de l'International Federation of Library Associations and Institutions (Ifla) depuis août 2017, était en France les 11 et 12 janvier derniers pour participer aux journées organisées à Lyon et à Paris par la commission Nouveaux professionnels de l'Ifla et par le Comité français international bibliothèques et documentation (CFIBD), la branche française de la fédération internationale, autour de l'avenir du métier de bibliothécaire. Cette bibliothécaire, originaire de Barcelone, qui fut directrice de la Bibliothèque nationale d'Espagne de 2010 à 2013, a fait de l'inscription des bibliothèques dans les grands enjeux sociétaux, et en particulier dans les défis posés par la société numérique, le fer de lance de son action. Elle poursuit de cette manière l'important travail de lobbying mené par l'Ifla pour que l'accès à l'information soit intégré dans les 17 objectifs de l'Agenda 2030 pour le développement durable de l'Onu. Sous son mandat, placé sous le slogan "*une vision globale, un impact local*", l'Ifla se dotera d'un nouveau plan stratégique issu pour la première fois d'une grande consultation participative. Rencontrée à Paris, la présidente détaille pour *Livres Hebdo* avec une conviction et un enthousiasme communicatifs son envie de faire de l'Ifla une fédération plus ouverte sur le monde et plus à l'écoute de l'ensemble de ses adhérents.

*Livres Hebdo* - Quel est le plus grand défi auquel doivent répondre les bibliothèques aujourd'hui ?

Gloria Pérez Salmerón - Le principal enjeu pour les bibliothèques aujourd'hui et dans les années à venir, c'est de répondre aux défis que pose la société numérique. De nos jours, tout le monde est connecté, accède à une immense quantité d'informations en ligne. Mais une grande partie de ces informations est destinée à des spécialistes et n'est pas compréhensible du grand public. Les bibliothèques ont un rôle fondamental à jouer pour former les citoyens et leur donner les outils nécessaires pour accéder à l'information, mais aussi pour comprendre et analyser cette information.

L'Agenda pour le développement durable de l'Onu prévoit qu'en 2030 tous les citoyens partout dans le monde seront éduqués. Nous devons aligner notre action sur l'Agenda et démontrer aux décideurs que les bibliothèques sont des alliées incontournables pour atteindre ces objectifs. Elles représentent un réseau

déjà constitué de plusieurs millions d'établissements partout dans le monde. Mais pour cela, nous avons besoin d'un contexte légal adapté.

L'Ifla réussit-elle à se faire entendre sur la réforme du copyright préparée par la Commission européenne ?

Nous travaillons depuis longtemps à mieux faire comprendre les besoins des bibliothèques, ce n'est pas facile, mais nous progressons. Avoir un cadre législatif adapté constitue un enjeu fondamental pour l'avenir des bibliothèques. Les éditeurs affirment que le développement de la documentation électronique n'est pas aussi avancé que prévu. Mais même si la progression est lente, il est évident qu'on va se retrouver dans les années à venir dans un environnement entièrement numérique. Nous y sommes déjà largement ! Or le droit d'auteur tel qu'il est aujourd'hui a été élaboré pour les livres imprimés. Il est dépassé et inadapté à l'univers des ressources numériques. Nous, bibliothécaires, nous voulons pouvoir travailler en toute légalité. C'est la condition indispensable pour atteindre le but fixé par l'Agenda 2030 de garantir l'accès universel à l'information. Si nous n'arrivons pas ensemble, bibliothécaires, éditeurs, politiques, à élaborer un nouveau cadre législatif, offrant un équilibre satisfaisant entre le droit d'auteur et l'accès à l'information, nous nous exposons à connaître de grandes difficultés dans le futur.

Quelles actions l'Ifla a-t-elle mises en œuvre pour atteindre ces objectifs ?

Nous avons lancé l'été dernier la carte du monde des bibliothèques qui permet de voir quelles sont les ressources en matière de lecture publique, et une grande consultation auprès de tous les professionnels du monde entier qui va nous permettre d'élaborer notre futur plan stratégique dans une démarche plus participative. Nous avons besoin de leaders dans chaque pays pour faire du lobbying en faveur des bibliothèques et nous avons besoin que les bibliothécaires soient toujours plus nombreux à s'investir dans la vie associative. C'est pour cela que des rencontres comme celles organisées ce mois-ci à Lyon et à Paris sont très importantes. Cela permet aux professionnels et futurs professionnels de sentir qu'ils font partie d'une communauté.

Les enjeux sont-ils les mêmes pour les pays émergents, notamment en Afrique, qui manquent souvent de moyens pour leurs bibliothèques ?

Oui, la vision globale développée par l'Ifla concerne toutes les régions du monde. Nous organisons des ateliers dans tous les pays et nous gagnons des membres, notamment en Afrique, en Amérique du Sud et en Océanie. En Afrique, en effet, les réseaux de bibliothèques ne sont pas toujours suffisamment développés, mais tous les habitants ont un smartphone dans la poche et sont donc en prise avec la société numérique. Nous organisons en juillet prochain une rencontre à Durban à laquelle nous avons invité les ministres de la Culture de tous les pays africains afin de parler des opportunités que représentent les bibliothèques.

L'image des bibliothèques a-t-elle changé parmi les politiques et les décideurs ?

Je pense que leur perception des bibliothèques a évolué. Il y a encore quelques années, les bibliothécaires étaient concentrés sur leur propre monde, leur métier, y compris à l'Ifla. Nous devons changer notre état d'esprit. Aujourd'hui, les professionnels ont compris que leur cadre de travail, ce n'est plus leur établissement mais la société et ses besoins. Pour la première fois à l'Ifla, nous sommes alignés sur un projet global et quand je discute avec les décideurs, je sens qu'ils sont conscients que nous sommes à leur écoute.